

ETAT DES DEMANDES DE RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT DE CATASTROPHE NATURELLE

Commission départementale des risques naturels majeurs

14 décembre 2015

La reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

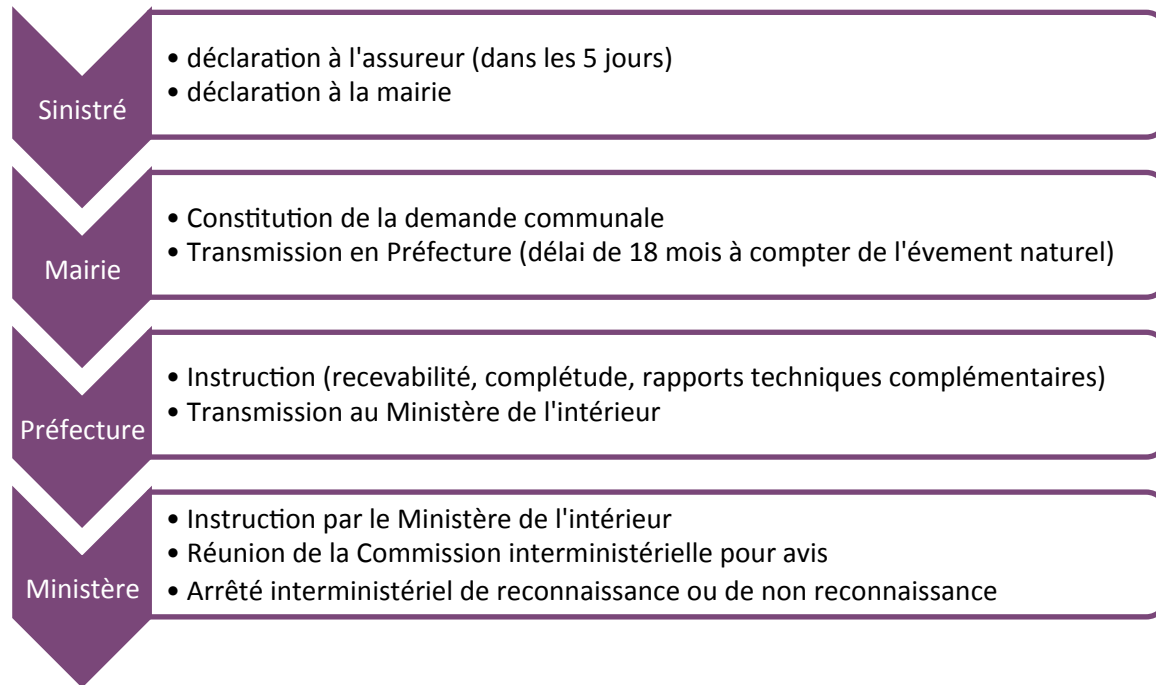
- Une **garantie** de protection des citoyens contre les dommages matériels directs résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel
- Un **dispositif** faisant appel à la fois à l'assurance et à la solidarité nationale
- Une **reconnaissance** par arrêté interministériel

Critères d'éligibilité

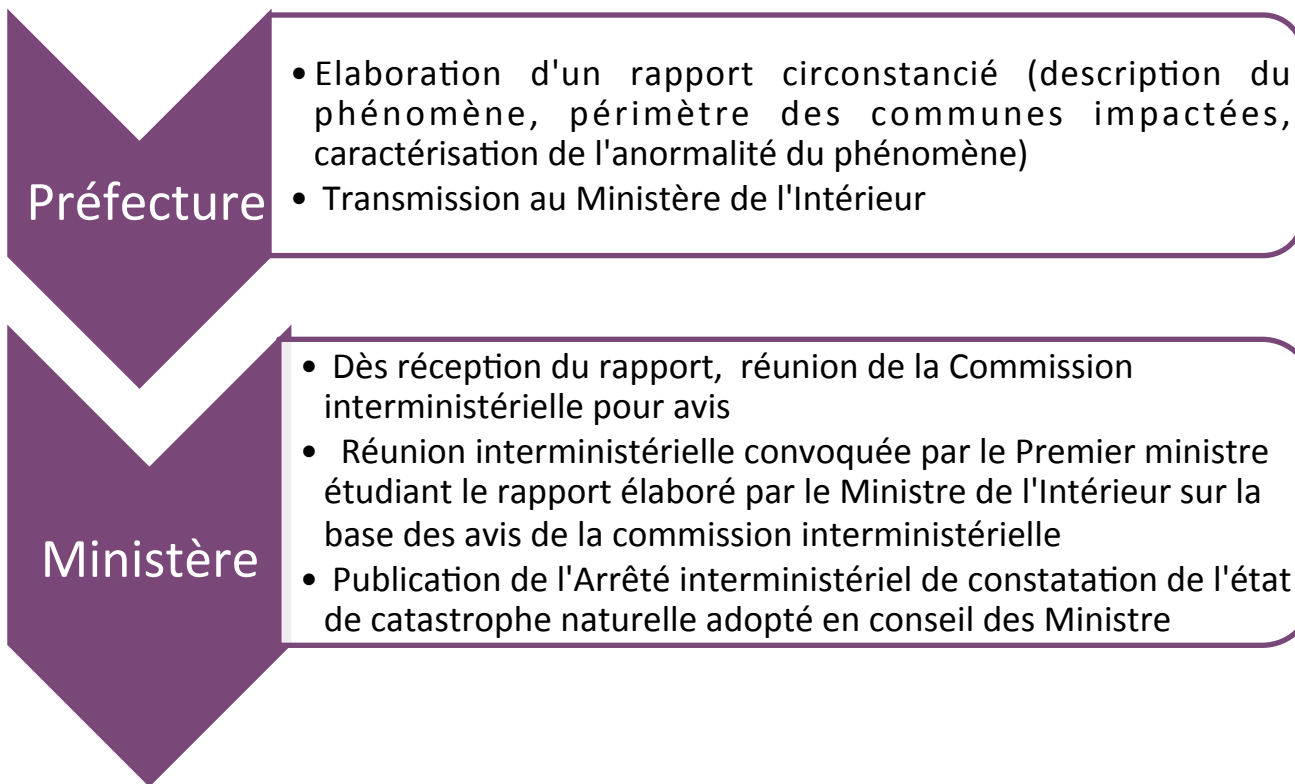
- **Un événement naturel non assurable**
 - Les inondations ou coulées de boue (résultant du débordement d'un cours d'eau ou de ruissellements ou liés à une remontée de nappe phréatique)
 - Les mouvements de terrain
 - Les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols
 - Les phénomènes liés à l'action de la mer
 - Les éruptions volcaniques
 - Les avalanches
 - Les séismes
 - Et dans les DOM, les vents cycloniques
- Une intensité **anormale** du phénomène

Procédures de reconnaissance

- **La procédure classique : 4 niveaux d'intervenants**



- **La procédure d'urgence pour les événements d'ampleur exceptionnelle : 2 niveaux d'intervenants**



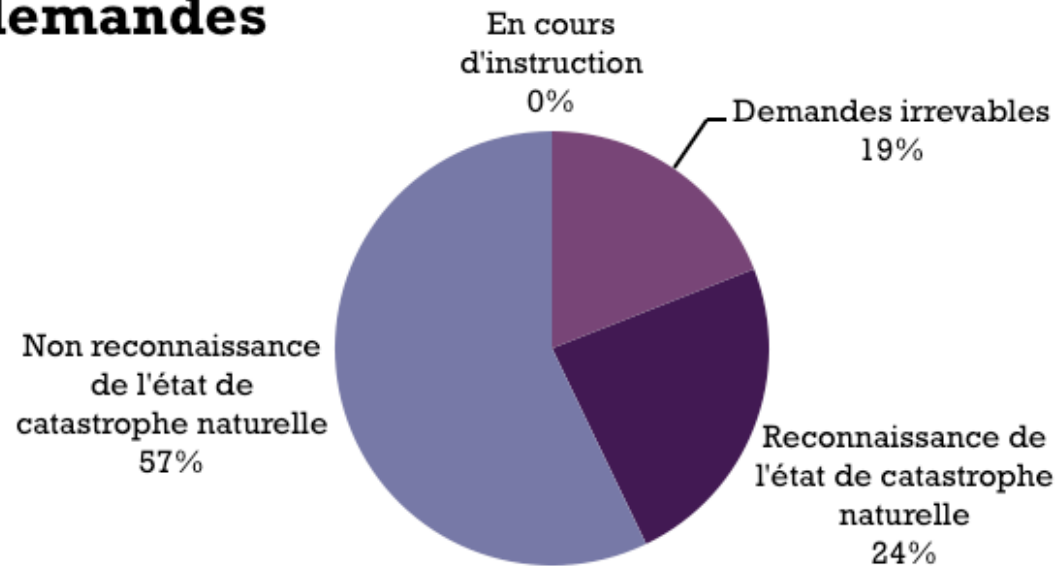
Conditions de mise en jeu de la garantie

- Les dommages doivent être :
 - **matériels,**
 - **faire l'objet d'un contrat d'assurance**
 - souscrit par une personne morale ou physique **autre que l'Etat**
- Les dommages doivent être **directement** imputables à des dommages non assurables
- L'état de catastrophe naturelle doit avoir été reconnu par arrêté interministériel (cf. ante)

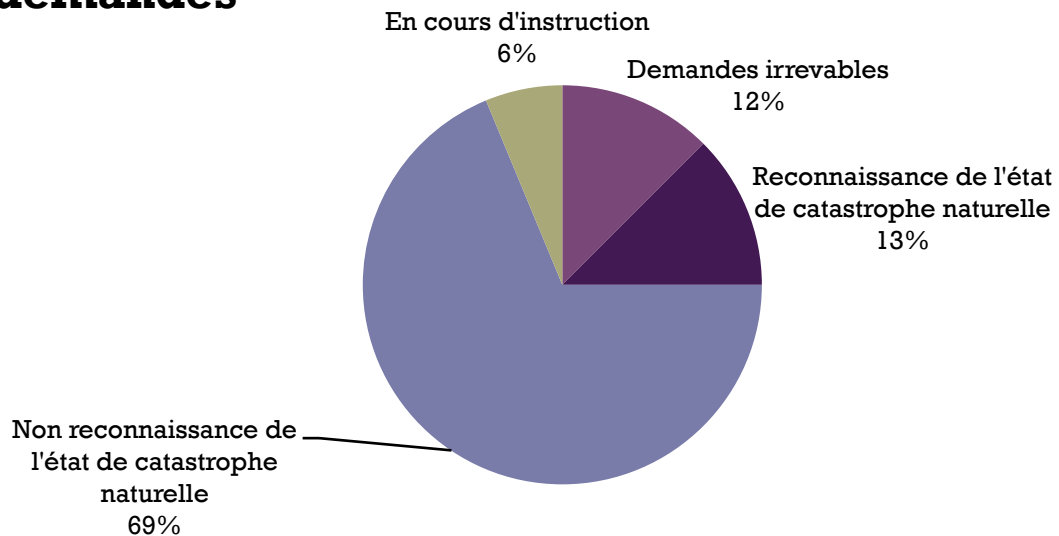
Dans le Val-d'Oise

- Evolution des demandes déposées annuellement en Préfecture depuis 2013

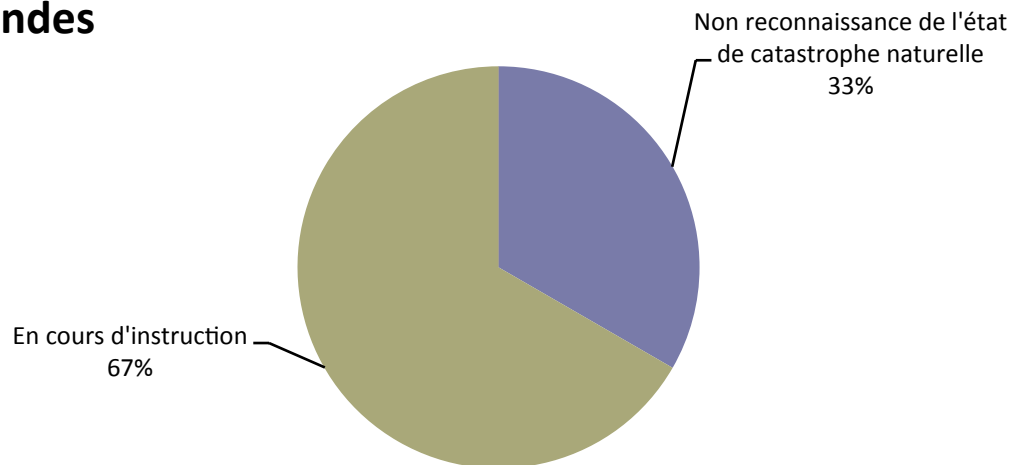
2013 : 21 demandes



2014 : 16 demandes



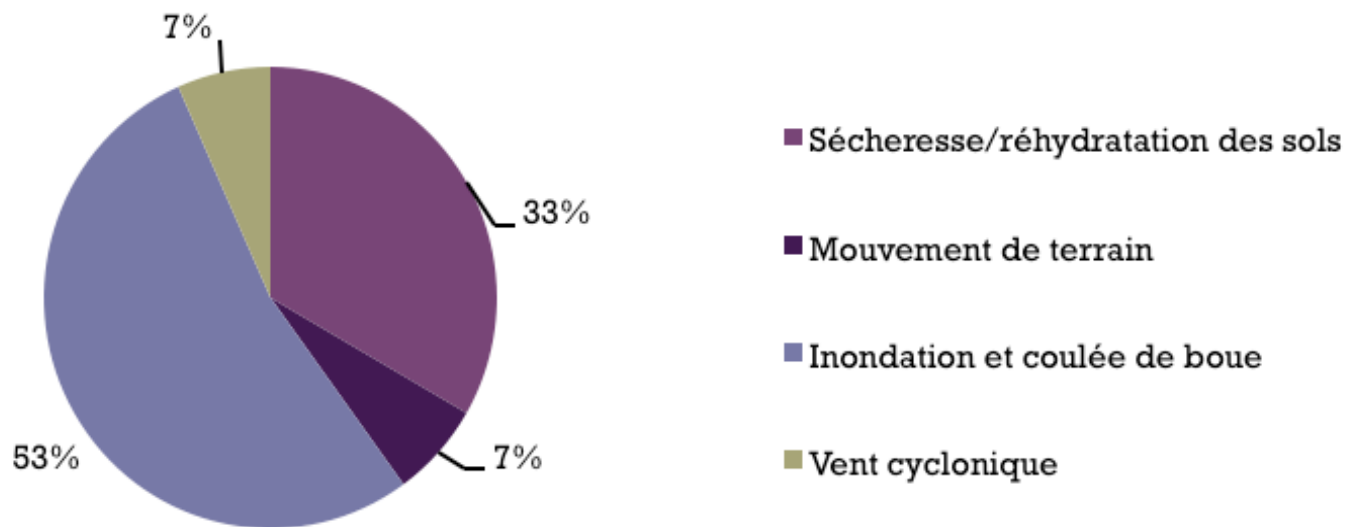
2015: 12 demandes



- Analyse des demandes **au titre de l'année 2013** (déposées entre le 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2015)

Une demande ne peut être recevable que si elle intervient dans un délai de 18 mois après le début de l'événement naturel qui y donne naissance (article 95 de la loi de finance rectificative 2007-1824 du 25 décembre 2007)

2013 : 15 demandes



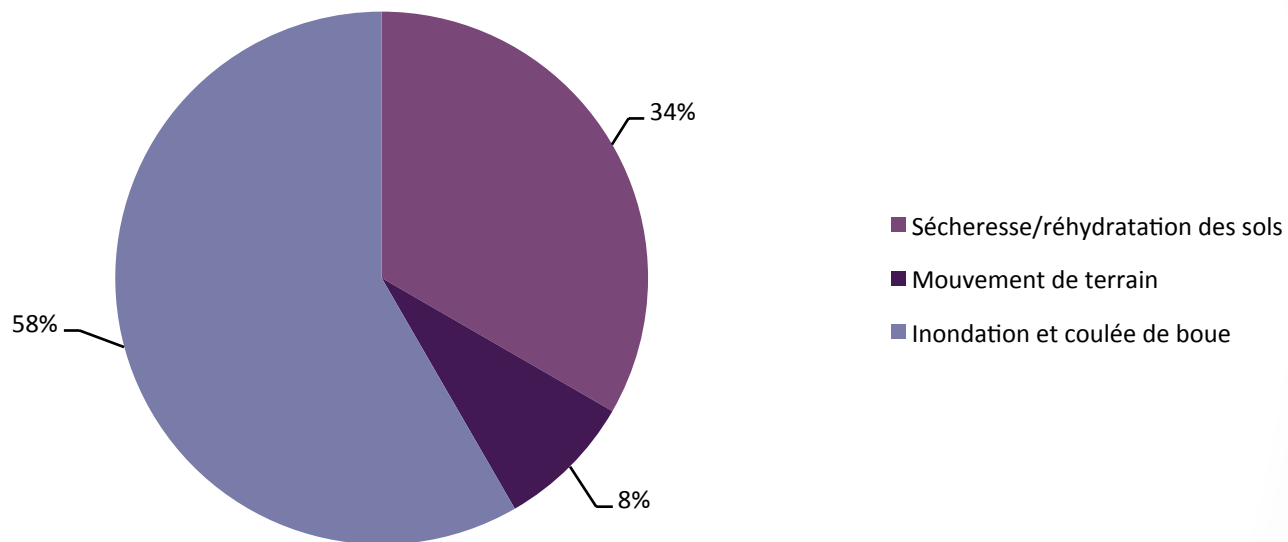
Sur ces 15 demandes :

- **Irrecevabilité et non-reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle : 11**
- **Reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle : 4**
 - Viarmes
 - Goussainville
 - Le Thillay
 - Fontenay en Parisis

=> Au titre du même événement causal : **inondation et coulée de boue du 19 juin 2013**

- Analyse des demandes **au titre de l'année 2014** (déposées depuis le 1^{er} janvier 2014)

2014 : 12 demandes



- **Irrecevabilité et non-reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle : 9**
- **Demande en cours d'instruction : 2**
- **Reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle : 1**
 - Osny

=> Pour inondation et coulée de boue du 8 août 2014